

« La transition au socialisme en Europe et aux Etats-Unis » 14.Oct.08

Conférence prononcée le 14 octobre au Teatro Teresa Carreno, Sala José Felix Ribas de Caracas

Cher(e)s ami(e)s et camarades,

A mon tour de remercier nos hôtes vénézuéliens de leur invitation et de leur accueil, comme toujours magnifiques. Avant tout, je vous prierais de m'excuser et de pardonner mon si mauvais espagnol. Mais j'ai pensé qu'il serait préférable pour vous d'écouter un espagnol fort médiocre plutôt qu'un français à peu près correct.

Je confesserai qu'en prenant connaissance du thème qui m'avait été proposé pour la conférence de cette soirée, j'ai éprouvé deux surprises totalement opposées entre elles.

La première me donnait à penser que la question de la transition au socialisme était désormais une affaire réglée pour l'Europe comme pour les Etats-Unis, puisque, de toutes parts, on proclame que la fin des politiques néo-libérales et du règne du marché, donc peut-être du capitalisme est arrivée. « Retour de l'Etat », condamnation de la spéculation et de la « bulle financière », nationalisations et « moralisation », tels sont les slogans affichés aujourd'hui par les banquiers en faillite et les politiques qui les ont couverts. Un journaliste ne craignait pas de dire que Bush avait coiffé la casquette de Lénine et, dans son discours d'hier, votre Président lui donnait comiquement du « camarada ». Mais, trêve de plaisanterie.

Ma seconde surprise fut que le fait même de poser la question de cette transition était totalement dépourvu de sens, l'Europe comme les Etats-Unis se trouvant encore fort éloignés de tout changement radical.

Dès lors s'imposait de considérer deux types de réflexion, qu'il ne sera pas possible de développer dans un temps aussi bref que celui d'une conférence.

Quelles sont les raisons de cette apparente impossibilité ?

Je me bornerai à évoquer la nature du capitalisme mondialisé, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Sa spécificité tient à son caractère destructeur. Le temps n'est plus où Marx et Engels soulignaient, dans leur **Manifeste**, le rôle progressiste joué historiquement par la bourgeoisie, dans la liquidation du féodalisme et dans la révolution permanente des moyens de production. Et ce caractère destructeur n'épargne aucun domaine, du travail, de la santé, de l'environnement, de la démocratie, du social, du judiciaire ou de l'intellectuel et même du financier, le

système, ainsi que nous le voyons actuellement, parvenant à se phagocyter lui-même. Un seul exemple : tout se passe comme s'il existait des « hommes en trop », sans emploi, sans papiers, exclus de toutes sortes ; et même des peuples, comme ceux de Palestine ou d'Irak, dont on souhaiterait se débarrasser comme s'il s'agissait d'ordures. Le « démocrate » Clinton ne déclarait-il pas que les Etats-Unis étaient « la seule nation nécessaire » ?

Le cynisme de l'idéologie de la guerre contre le terrorisme, qui s'est substituée à celle des Droits de l'Homme, dénoncée par sa propre hypocrisie, justifie, depuis le Patriot act adopté sur le prétexte des attentats du 11 septembre 2001 (qui n'ont donné lieu à aucune enquête officielle), dans tous les pays, des mesures dites « sécuritaires », qui, en fait, ne visent que la surveillance et la répression de toute forme de contestation, singulièrement populaire. L'Etat, organisateur de l'insécurité a fait de la peur, des peurs, concomitantes des destructions qu'il provoque lui-même, un moyen d'hégémonie, lui assurant le monopole de la violence. Ainsi, la guerre élevée au rang d'une politique et le terrorisme d'Etat redoublent une exploitation économique, portée à son paroxysme, et créatrice d'inégalités sans cesse accrues. L'impérialisme, sous leadership étatsunien, a mondialisé la violence.

Une situation de « servitude volontaire » en est la conséquence, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Elle est due à l'absence de toute perspective résolument anti-systémique, de la part de « gauches », syndicales comme politiques, ralliées au réformisme et à la gestion du capitalisme.

Partant, nous nous trouvons en présence de la situation la plus paradoxale qui soit. D'un côté, la crise démasque les rouages de la domination qui l'ont provoquée, qu'il s'agisse des actions criminelles des bourgeoisies au pouvoir ou de la gouvernance mondiale, que représentent ces véritables associations de malfaiteurs que sont le FMI, l'OMC, ou la BM. D'un autre côté, les masses souffrent encore de leur impuissance à s'emparer de l'opportunité qui leur est offerte de « changer le monde ». Or, l'occasion, en comparaison des précédentes crises, est tout à fait exceptionnelle, en ce qu'elle rend visible, au sens fort, le responsable, ou plutôt l'ennemi en personne, c'est-à-dire le mode de production capitaliste, parvenu au stade de la mondialisation. Un récent sondage, en France, faisait apparaître que telle était l'opinion de 65% des personnes interrogées. Ce qui revient à dire, pour parler clair, que, face aux incalculables désastres qui se préparent, la révolution est à l'ordre du jour.

Comme le disait José Martí : « En lo politico, lo real es lo que no se ve ». Il nous appartient à nous, intellectuels engagés, si minime que soit notre pouvoir, de traverser les miroirs de tromperies et de mensonges, afin de nous faire les échos des luttes des

travailleurs qui ne cessent de se multiplier et touchent aussi bien les exclus, en nombre croissant, que les couches moyennes, victimes, à leur tour, du système néolibéral. Le refus, par exemple, de la prison capitaliste que représente la prétendue Union Européenne, exprimé par les peuples français, hollandais et irlandais, qui bloquèrent le processus d'intégration, lors du referendum sur la nouvelle constitution, témoigne de la possibilité de résistances, malgré la volonté de leurs bourgeoisies d'annuler ces scrutins. Je ne peux développer cette très importante affaire, je souhaite seulement attirer l'attention sur les armes dont nous disposons pour provoquer, impulser et aider la transition. Sans qu'il soit nécessaire, pour cela, de recourir à la fantasmagorie d'un « socialisme du 21 ème siècle », ou de quelque « altermondialisme ». Notre boussole ne consiste pas non plus en la dénonciation de la fiction de « l'Empire » Elle demeure aujourd'hui comme hier la lutte de classes, à la fois internationale, avec les centaines de millions de travailleurs russes et chinois tombés sous l'ordre dominant, et nationale, tant il reste également vrai que chacun doit lutter dans son propre pays, en fonction de son histoire et du rapport des forces en présence. Ajoutons que la « Bête », comme disait ici même, il y a quelques années, Ramsay Clark, en évoquant l'impérialisme étatsunien, est doublement blessée, sur son propre territoire, où elle a donné la preuve de son incapacité face à la catastrophe, qui a frappé la Nouvelle-Orléans, et à l'extérieur, avec les guerres perdues d'Irak, d'Afghanistan et, par Israël interposé, du Liban. En dépit des bras cassés des gauches institutionnelles, syndicales et politiques, des mots d'ordre de portée mondiale, pourraient être avancés en faveur du démantèlement des bases militaires et des paradis fiscaux, de l'opposition à la marchandisation de l'eau, ou à la destruction des services publics, entre autres. Sans oublier que la fin de la propriété privée et la conquête du pouvoir par les travailleurs demeurent des tâches essentielles, et, avec elles, le recours à la violence émancipatrice, chaque fois qu'elle s'imposera.